

REPUBLICQUE FRANCAISE

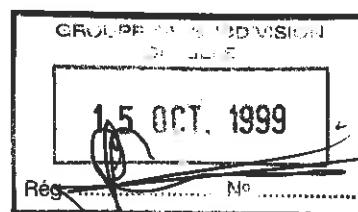
PREFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

3ème Bureau

ENVIRONNEMENT

N° A.99 - 92 CS/DC



**ARRETE** préfectoral autorisant la Société INGRAM MICRO à exploiter à LOMME, plate-forme multimodale de Lomme-Sequedin, un entrepôt de stockage de produits informatiques.

**LE PREFET DE LA REGION NORD-PAS-de-CALAIS,  
PREFET DU NORD,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,**

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et son décret d'application n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et ses décrets d'application n° 93.742 et 93.743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU la demande présentée par la Société INGRAM MICRO - siège social : carrefour de l'Europe - B.P. 221 -59812 LESQUIN CEDEX - en vue d'être autorisée à créer à LOMME, plate-forme multimodale de Lomme-Sequedin, un entrepôt de stockage de produits informatiques ;

VU le dossier réglementaire produit à l'appui de cette requête ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 février 1999 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique du 8 mars 1999 au 9 avril 1999 ;

VU le procès-verbal de l'enquête publique et l'avis du commissaire enquêteur ;

VU les délibérations des conseils municipaux de LOMME, SEQUEDIN et LAMBERSART ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement ;

VU l'avis de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Régional de la Navigation du Nord et du Pas-de-Calais ;

VU l'avis de Monsieur le Chef de la Division de l'Equipement, Direction de la Région de Lille de la S.N.C.F. ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement ;

VU le rapport et les conclusions de Monsieur l'Ingénieur en Chef des Mines, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du 22 septembre 1999 ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord,

## ARRETE :

### TITRE I - CONDITIONS GENERALES

#### ARTICLE 1.-      OBJET DE L'AUTORISATION

##### 1.1.-      Activités autorisées

La société *INGRAM MICRO* dont le siège social est situé à *LESQUIN*, carrefour de l'Europe est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de *LOMME*, plate-forme multimodale de *LOMME-SEQUEDIN*, les installations suivantes visées par la nomenclature des Installations Classées :

<b>LIBELLE EN CLAIR DE L'INSTALLATION</b>	<b>CARACTERISTIQUES</b>	<b>RUBRIQUE DE CLASSEMENT</b>	<b>CLASSEMENT A - D OU NC</b>
stockage de produits informatiques en entrepôt couvert	volume de l'entrepôt : 293 845 m <sup>3</sup> masse approximative : 3 730 tonnes	1510.1.	<b>A</b>
chaudière alimentée au gaz naturel	puissance thermique maximale : 2 500 kW	2910.A.2.	<b>D</b>
local de charge d'accumulateurs	puissance maximale de recharge utilisable : 94,5 kW	2925	<b>D</b>
stockage d'aérosols	quantités inférieures à 2,5 tonnes	211.B.2.	<b>NC</b>
stockage de cartons, étiquettes et palettes	volume : 450 m <sup>3</sup>	1530	<b>NC</b>
stockage de film étirable polyéthylène	volume maximal : 2,5 m <sup>3</sup>	2662.1.	<b>NC</b>
installation de climatisation fonctionnant au R22	puissance absorbée : 3 400 W	2920.2.	<b>NC</b>

### **1.2.- Installations soumises à déclaration**

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les Installations Classées soumises à déclaration figurant dans le tableau visé à l'article 1.1.

## **ARTICLE 2.- CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION**

### **2.1.- Plans et documents de référence**

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation établie par le *Cabinet PREVENTEC* réf. E98/12/002-ENV du 6 janvier 1999.

### **2.2.- Intégration dans le paysage**

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

### **2.3.- Contrôles et analyses**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'Inspection des Installations Classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

### **2.4.- Contrôles inopinés**

L'Inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le

milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

#### 2.5.- Hygiène et sécurité

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

## **TITRE II - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU**

### **ARTICLE 3.-      LIMITATION DES PRELEVEMENTS D'EAU**

#### **3.1.-      Origine de l'approvisionnement en eau**

L'eau utilisée dans l'établissement provient uniquement du réseau public de distribution d'eau potable de la *Communauté Urbaine de LILLE*. Elle n'est utilisée que pour les besoins domestiques.

#### **3.2.-      Relevé des consommations d'eau**

**3.2.1.** - Les installations d'approvisionnement en eau à partir du réseau public doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

**3.2.2.** - Le relevé des volumes consommés doit être effectué hebdomadairement.

Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

#### **3.3.-      Protection des réseaux d'eau potable**

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes doivent être installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique.

## **ARTICLE 4.- PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

### **4.0.- Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

### **4.1.- Canalisations de transport de fluides**

**4.1.1.** - Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent.

**4.1.2.** - Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes.

**4.1.3.** - Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

**4.1.4.** - Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

### **4.2.- Plan des réseaux**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des Services d'Incendie et de Secours.

#### 4.3.- Réservoirs

4.3.1. - Les réservoirs de produits polluants ou dangereux non soumis à la réglementation des appareils à pression de vapeur ou de gaz, ni à celles relatives au stockage des liquides inflammables doivent satisfaire aux dispositions suivantes :

- ↳ si leur pression de service est inférieure à 0,3 bar, ils doivent subir un essai d'étanchéité à l'eau par création d'une surpression égale à 5 cm d'eau ;
- ↳ si leur pression de service est supérieure à 0,3 bar, les réservoirs doivent :
  - porter l'indication de la pression maximale autorisée de service ;
  - être munis d'un manomètre et d'une soupape ou organe de décharge taré à une pression au plus égale à 1,5 fois la pression en service.

4.3.2. - Les essais prévus ci-dessus doivent être renouvelés après toute réparation notable ou dans le cas où le réservoir considéré serait resté vide pendant 24 mois consécutifs.

4.3.3. - Ces réservoirs doivent être équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi les débordements en cours de remplissage.

4.3.4. - Les réservoirs contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés et exploités de manière telle qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits.

#### 4.4. - Cuvettes de rétention

4.4.1. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

4.4.2. - Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres).

4.4.3. - Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

4.4.4. - L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

4.4.5. - Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

4.4.6. - Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

## **ARTICLE 5 - COLLECTE DES EFFLUENTS**

### **5.1. - Réseaux de collecte**

5.1.1. - Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

5.1.2. - Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées (et les autres eaux polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées.



Les eaux pluviales recueillies sur certaines aires, notamment les aires de dépotage, présentent un risque de pollution élevé. Dans de tels cas, il peut être préférable de raccorder ces eaux pluviales au réseau des eaux usées en veillant à ce que les surfaces concernées soient aussi réduites que possible.

5.1.3. - En complément des dispositions prévues à l'article 4.1. du présent arrêté, les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.

5.1.4. - Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

## **5.2. - Bassins de confinement**

5.2.1. - Le réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées est aménagé et raccordé à un bassin de confinement capable de recueillir un volume minimal de 1 200 m<sup>3</sup>.

5.2.2. - L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans un bassin de confinement. Le volume minimal de ce bassin est de 4 147 m<sup>3</sup>.

Les eaux doivent s'écouler dans ce bassin par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.

## **ARTICLE 6.-      TRAITEMENT DES EFFLUENTS**

### **6.1.-      Obligation de traitement**

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

### **6.2.-      Conception des installations de traitement**

Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

### **6.3.-      Entretien et suivi des installations de traitement**

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues (notamment curage régulier). Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement.

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

### **6.4.-      Dysfonctionnements des installations de traitement**

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement sont susceptibles de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

## ARTICLE 7.-      *DEFINITION DES REJETS*

### 7.1.-      *Identification des effluents*

Les différentes catégories d'effluents sont :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ;
- les eaux usées : eaux de lavage des sols, eaux pluviales polluées (notamment celles collectées dans le confinement visé à l'article 5.2.1.), eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;
- les eaux domestiques : eaux vannes, eaux des lavabos et douches, eaux de cantine ;

### 7.2.-      *Dilution des effluents*

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

### 7.3.-      *Rejet en nappe*

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités dans les nappes d'eaux souterraines est interdit.

### 7.4.-      *Caractéristiques générales des rejets*

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus, ils ne doivent pas :

- comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire,
- provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

#### **7.5.- Localisation des points de rejet**

Les eaux pluviales sont collectées par un réseau interne séparatif, puis dirigées vers le réseau de la *Communauté Urbaine de LILLE* après passage par un débourbeur-déshuileur. Celles issues des voiries et parking transitent, avant rejet au réseau, par le bassin visé à l'article 5.2.1.

Les eaux de lavage des sols et les eaux domestiques sont rejetées au réseau de la *Communauté Urbaine de LILLE* aboutissant à la station d'épuration de *MARQUETTE*.

Ces rejets au réseau communautaire font l'objet d'un accord entre l'exploitant et la *Communauté Urbaine de LILLE* en application de l'article L 35.8. du Code de la Santé Publique.

Les éventuelles eaux d'extinction d'incendie ne pourront être rejetées au réseau sans l'accord de la *Communauté Urbaine de LILLE*.

### **ARTICLE 8.-      VALEURS LIMITES DE REJETS**

#### **8.1. - Eaux exclusivement pluviales**

Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

<i>SUBSTANCES</i>	<i>CONCENTRATIONS (en mg/l)</i>	<i>METHODE DE MESURE</i>
MeS	100	N.F. EN 872
Hydrocarbures totaux	5	N.F.T. 90114

Leur débit ne peut excéder 30 m<sup>3</sup>/h.

#### **8.2.- Eaux domestiques**

Les eaux domestiques doivent être traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

### **ARTICLE 9.-      CONDITIONS DE REJET**

#### **9.1.- Conception et aménagement des ouvrages de rejet**

Les dispositifs de rejet des effluents liquides doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

#### **9.2.- Points de prélèvements**

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées et du Service chargé de la Police des Eaux.

#### **ARTICLE 10.- CONSEQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- 1) la toxicité et les effets des produits rejetés,
- 2) leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- 3) la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- 4) les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre,
- 5) les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,
- 6) les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela, l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et des services chargés de la Police des Eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

**TITRE III – PREVENTION DE LA POLLUTION  
ATMOSPHERIQUE**

**ARTICLE 11 - DISPOSITIONS GENERALES**

**11.1.-** L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, etc...

Le brûlage à l'air libre est interdit.

**11.2. - Odeurs**

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

**11.3. - Voies de circulation**

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant ;

## **ARTICLE 12**      **CONDITIONS DE REJET**

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Les ouvrages de rejet devront permettre une bonne diffusion des effluents dans l'atmosphère. Les rejets à l'atmosphère devront, dans toute la mesure du possible, être collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, devra être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. Le débouché des cheminées ne doit pas comporter d'obstacles à la bonne diffusion des gaz (conduits coudés, chapeaux chinois, ...). La partie terminale de la cheminée pourra comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits devra être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne devront pas présenter de points anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché devra être continue et lente.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluent doivent être prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme N.F.X. 44052.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées.



**ARTICLE 13.- TRAITEMENT DES REJETS ATMOSPHERIQUES**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans ce registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

**ARTICLE 14.- GENERATEURS THERMIQUES**

Les installations de combustion sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 (combustion) et à l'arrêté interministériel du 26 février 1974 relatif à la création d'une Zone de Protection Spéciale sur le département du NORD.

**14.1. - Chaudière et combustible utilisé**

<i>Puissance thermique en MW</i>	<i>Combustibles</i>
2,5	gaz naturel

**14.2. - Cheminée**

Elle doit satisfaire notamment à l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997.

<i>Hauteur en m</i>	<i>diamètre en m</i>	<i>débit nominal en Nm³/h</i>	<i>vitesse mini d'éjection en m/s</i>
14,5	0,58	4 900	5

#### 14.3. - Valeurs limites de rejet

Les gaz issus de la chaudière doivent respecter les normes suivantes :

<i>Concentrations maximales en mg/Nm³</i>	
Poussières	5
SO <sub>2</sub>	35
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	150

<i>flux</i>	<i>en g/h</i>	<i>en kg/j</i>	<i>en t/an</i>
poussières	24	0,57	0,12
SO <sub>2</sub>	170	4	0,85
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	735	17,6	3,7

Les valeurs des tableaux correspondent aux conditions suivantes :

- gaz sec ;
- température 273 K ;
- pression 101,3 Kpa ;
- 3 % de O<sub>2</sub>.

**TITRE IV - PREVENTION DU BRUIT ET DES  
VIBRATIONS****ARTICLE 15.- CONSTRUCTION ET EXPLOITATION**

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'Environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'Environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

**ARTICLE 16.- VEHICULES ET ENGINES**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995) et aux textes pris pour son application.

**ARTICLE 17.- APPAREILS DE COMMUNICATION**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### ARTICLE 18.- NIVEAUX ACOUSTIQUES

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'Environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

<i>POINT DE MESURE</i>	<i>NIVEAUX LIMITES ADMISSIBLES DE BRUIT EN dB (A)</i>	
	<i>jour 7 heures - 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</i>	<i>nuît 22 heures - 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</i>
<i>côté rue Albert Thomas</i>	71	59,2
<i>côté avenue de la Rotonde</i>	58,1	53

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

<i>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</i>	<i>Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</i>	<i>Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</i>
<i>Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)</i>	6 dB (A)	4 dB (A)
<i>Supérieur à 45 dB (A)</i>	5 dB (A)	3 dB (A)

**ARTICLE 19.-**      **CONTROLES**

L'Inspecteur des Installations Classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'Inspecteur des Installations Classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore de l'Installation Classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

**ARTICLE 20.-**      **MESURES PERIODIQUES**

L'exploitant fait réaliser, au moins tous les trois ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifiés choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Préalablement à cette mesure, l'exploitant soumet pour accord à l'Inspection des Installations Classées le programme de celle-ci, incluant notamment toutes précisions sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Ces emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dans les deux mois suivant leur réalisation.

**TITRE V - TRAITEMENT ET ELIMINATION DES  
DECHETS**

**ARTICLE 21.-      GESTION DES DECHETS - GENERALITES**

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport, et le mode d'élimination des déchets.

**ARTICLE 22.-      NATURE DES DECHETS PRODUITS**

<i>Référence nomenclature (I.O. du 11 novembre 1997)</i>	<i>nature du déchet</i>	<i>filières de traitement</i>
200101	carton	REG-VAL-IE/E
200104	films plastiques	REG-VAL-IE/E
200107	palettes usagées	REG-VAL-IE/E
130502	boues du séparateur d'hydrocarbures	REG-VAL-IE/E
200301	DIB	IS-IE-DC2/E

**ARTICLE 23.-      CARACTERISATION DES DECHETS**

Pour les déchets de type banal non souillés par des substances toxiques ou polluants (verre, métaux, matières plastiques, minéraux inertes, terres stériles, caoutchouc, textile, papiers et cartons, bois ou déchets du type urbain), une évaluation des tonnages produits est réalisée.

Les autres déchets, c'est à dire les déchets spéciaux, sont caractérisés par une analyse chimique de la composition globale et par un test de lixiviation selon normes NF, pour les déchets solides, boueux ou pâteux.

Cette identification est renouvelée au moins tous les deux ans.

#### **ARTICLE 24.- ELIMINATION/VALORISATION**

Les déchets banals (vieux emballages, palettes hors d'usage...) sont déposés provisoirement dans une zone spéciale bien ventilée de l'établissement.

Les déchets ne peuvent être éliminés ou valorisés que dans une Installation Classée autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux Installations Classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination ou d'une valorisation correcte.

Nonobstant les indications de l'article 22, les déchets d'emballages des produits seront valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie par l'intermédiaire de filières agréées conformément au décret n° 94.609 du 13 juillet 1994 en vigueur. L'exploitant organise le tri et la collecte de ces déchets à l'intérieur de l'installation de manière à en favoriser la valorisation.

Toute incinération de déchets à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux Installations Classées, de quelque nature qu'ils soient, est interdite.

#### **ARTICLE 25.- COMPTABILITE - AUTOSURVEILLANCE**

Il est tenu un registre sur lequel sont reportées les informations suivantes :

- codification selon la nomenclature des déchets publiée au Journal Officiel du 11 novembre 1997 ;
- type et quantité de déchets produits ;
- opération ayant généré chaque déchet ;

- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets ;
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets ;
- nom et adresse des centres d'élimination et de valorisation ;
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination ou de valorisation ;
- référence éventuelle de l'agrément des installations qui valorisent les déchets d'emballage .

Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

L'exploitant transmet à l'Inspecteur des Installations Classées dans le mois suivant chaque période calendaire un bilan annuel récapitulatif de l'ensemble des informations indiquées ci-dessus avec une mention qui signale lorsqu'il s'agit de déchets d'emballages.



## **TITRE VI - PREVENTION DES RISQUES**

### **ARTICLE 26.-     SECURITE**

#### **26.1.-   Organisation générale**

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

#### **26.2.-   Règles d'exploitation**

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment celui des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques)
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement
- la maintenance et la sous-traitance
- l'approvisionnement en matériel et matière
- la formation et la définition des tâches du personnel

Ces dispositions sont tenues à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Elles font l'objet d'un rapport annuel.

26.2.1.- Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées pendant une année.

26.2.2. - La conduite des installations, tant en situations normales qu'incidentelles ou accidentelles, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour s'inspirent des règles habituelles d'assurance de la qualité.

### 26.3.- Sûreté du matériel électrique

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 (Journal Officiel - NC du 30 avril 1980) portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la Législation sur les Installations Classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteurs de l'usine.

### 26.4.- Clôture de l'établissement

L'établissement est clôturé sur toute sa périphérie.

La clôture d'une hauteur minimale de 2 m doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations.

Les zones dangereuses, à déterminer par l'exploitant autour des unités, doivent être signalées sur le site et se trouver à l'intérieur du périmètre clôturé.

#### 26.5.- Accès

Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte.

#### 26.6.- Détection incendie

Une détection incendie efficace est assurée dans l'ensemble de l'entrepôt. Elle est reliée en permanence à une centrale de réception d'alarme.

#### 26.7.- Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

### ARTICLE 27 - MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

#### 27.1.- Implantation

La distance séparant l'entrepôt des immeubles habités ou occupés par des tiers, des établissements recevant du public ou des immeubles de grande hauteur, ainsi que des Installations Classées soumises à autorisation présentant des risques d'explosion, est égale au moins à 30 m.

A défaut, l'isolement sera assuré par des murs coupe-feu de degré 4 h, dépassant la toiture d'au moins 1 m.

#### 27.2.- Dispositions constructives

##### 27.2.1.- Description de l'entrepôt

L'entrepôt comporte trois cellules de 10 046 m<sup>2</sup> chacune séparées par des murs coupe-feu autostables de degré 4 heures réhaussés d'un mètre au-dessus de la toiture.

Chaque cellule est équipée de portes de secours donnant sur l'extérieur ou permettant de passer de l'une à l'autre des cellules. Ces portes sont coupe-feu de degré 1 h vers l'extérieur et 1 h 30 entre cellules.

Toutes les issues sont équipées de ferme-portes ou de fermetures automatiques.

Chaque mur séparatif comporte trois portes coulissantes coupe-feu de degré 1 h 30 asservies à un déclenchement fusible à 68°C.

Ces portes peuvent être maintenues ouvertes à condition qu'elles soient asservies à des détecteurs autonomes déclencheurs (D.A.D. NF S 61.961) placés en partie supérieure et de part et d'autre de la paroi coupe-feu.

Une partie bureau à étage lui est adjacente, séparée par un mur coupe-feu de degré 2 h. La porte vers l'entrepôt est coupe-feu de degré 1 h.

La hauteur sous fermes des entrepôts de stockage s'établit à 9,75 m.

La structure de l'entrepôt repose sur une ossature mixte métallique - béton. Seuls les poteaux porteurs de la structure en façade de l'entrepôt sont métalliques, l'ensemble des autres poteaux porteurs de la structure étant réalisés en béton.

### **27.2.2.- Toiture – désenfumage**

La toiture est réalisée en éléments incombustibles. La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments légers sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de la paroi coupe-feu séparant deux cellules.

La toiture est munie de lanterneaux R17 constitués par une coupole double parois à concurrence de 3,43 % de la surface totale de la toiture dont 1 % est constituée de lanterneaux manœuvrables manuellement, l'ensemble étant cependant asservi automatiquement ou par fusibles.

Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits (effet lentille).

La sous face de la toiture est divisée par des écrans de cantonnement. Ceux-ci ont une hauteur minimale de 0,50 mètre de la partie basse de la toiture. Six cantonnements sont répartis en toiture de chaque cellule, représentant un cantonnement pour 1 600 m<sup>2</sup> de surface moyenne.

Ces écrans rendent impossible la diffusion latérale des gaz chauds et sont aménagés pour permettre le désenfumage.

La commande manuelle des exutoires de fumée et de chaleur doit être facilement accessible depuis les issues de secours.

La fiabilité des commandes d'ouverture doit être vérifiée au moins une fois par an

### **27.2.3. – Sorties – dégagements**

Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant pour que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 50 m de l'extérieur, compte-tenu des aménagements intérieurs. Cette distance est ramenée à 25 m dans les parties en cul-de-sac.

Chaque cellule comporte, dans deux directions opposées, deux issues vers l'extérieur.

Les issues de secours sont libres d'accès en permanence. Elles sont signalées et balisées ; en outre, un éclairage de sécurité est installé.

Les portes servant d'issues vers l'extérieur sont munies de ferme-porte et s'ouvriront par une manœuvre simple dans le sens de la sortie, sans engager le gabarit de circulation sur les voies ferroviaires extérieures éventuelles.

Toutes les portes intérieures et extérieures sont repérables par des inscriptions visibles en toute circonstance et leurs accès convenablement balisés.

Les quais de chargement doivent avoir au moins une issue, et lorsque leur longueur est supérieure à 20 mètres, ils doivent disposer d'une issue à chaque extrémité.

Les issues donnant sur les quais sont équipées de barrières anti-chutes et les marches éclairées, même à l'extérieur.

L'évacuation des locaux annexes doit se faire sans repasser par l'entrepôt.

### 27.3.- Organisation de l'exploitation

#### 27.3.1. - Stockage

Le stockage s'effectue selon 4 modes :

- \* stockage en masse ;
- \* palettières (grands racks) à 5 niveaux ;
- \* rayonnages (petits racks) à 10 niveaux, avec un stockage jusqu'à 5 m ;
- \* magasins rotatifs type KARDEX (pour les licences, les barrettes de RAM...) Ce style de magasins rotatifs correspond à une « armoire » métallique dont l'accès est codé, limitant ainsi le nombre de personnes ayant accès au matériel de grande valeur.

Un espace minimal de 0,9 m est maintenu entre le sommet des stockages et les éléments de toiture.

Ces stockages sont organisés de manière à ne pas entraver le bon fonctionnement de l'installation d'extinction automatique.

Les stockages sont effectués de manière que toutes les issues et chemins de circulation soient dégagés.

Les moyens de manutention fixes sont conçus pour ne pas gêner, en cas d'incendie, la fermeture des portes coupe-feu.

Pour les marchandises entreposées en masse, les blocs sont limités de la manière suivante :

- ☞ surface au sol maximale : 100 m<sup>2</sup> ;
- ☞ hauteur maximale de stockage : 8 m ;
- ☞ espace minimal entre blocs et parois et entre blocs et structure : 0,8 m ;
- ☞ espace entre deux blocs : 1 m ;
- ☞ espace minimal entre le sommet des blocs et la toiture : 0,9 m ;
- ☞ chaque ensemble de 4 blocs est séparé des autres blocs par des allées de 2 m.

Le stockage en vrac est interdit.

Les stockages sont disposés de manière à éviter les effets « cheminée ».

Les produits liquides dangereux ne sont pas stockés en hauteur (plus de cinq mètres par rapport au sol).

Les produits explosibles et inflammables sont protégés contre les rayons solaires.

La température des matières susceptibles de se décomposer par auto-échauffement est vérifiée régulièrement.

### **27.3.2.- Stationnement**

Tout stationnement de véhicules est interdit sur les voies prévues à l'article 27.5.

Le stationnement des véhicules n'est autorisé devant les portes que pour les opérations de chargement et déchargement. Une matérialisation au sol interdit le stationnement de véhicules devant les issues prévues à l'article 27.2.3.

### **27.3.3. - Entretien**

#### ***27.3.3.1. - Entretien général***

Les locaux et matériels doivent être régulièrement nettoyés de manière à éviter des accumulations de poussières.

Les matériels non utilisés tels que palettes, emballages, etc, sont regroupés hors des allées de circulation.

#### ***27.3.3.2. - Matériels et engins de manutention***

Les matériels et engins de manutention sont entretenus selon les instructions du constructeur et conformément aux règlements en vigueur.

L'entretien et la réparation des engins mobiles sont effectués sur des zones spécialement aménagées et situées à une distance supérieure à 10 m de toute matière combustible.

Les engins de manutention sont contrôlés au moins une fois par an si la fréquence des contrôles n'est pas fixée par une autre réglementation.

Lors de la fermeture de l'entrepôt, les chariots de manutention sont remisés soit dans un local spécial, soit sur une aire matérialisée réservée à cet effet.

## **27.4. - Equipements**

### **27.4.1. - Equipements électriques**

Outres les dispositions de l'article 26.3., l'établissement respecte les dispositions suivantes :

Tous les appareils comportant des masses métalliques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielle.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art : elle est distincte de celle du paratonnerre.

La valeur des résistances de terre est conforme aux normes en vigueur.

A proximité d'au moins une issue est installé un interrupteur général, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique.

Les transformateurs de courant électrique sont situés dans des locaux spéciaux isolés de l'entrepôt par un mur coupe-feu de degré une heure et largement ventilés.

### **27.4.2. - Eclairage**

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières, produits ou substances entreposés pour éviter leur échauffement.

### **27.4.3. - Ventilation**

Tout dispositif de ventilation mécanique est conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu.

Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les cellules.



Une ventilation individualisée est prévue pour la cellule de stockage des aérosols ainsi que pour la zone de recharge des batteries des chariots automoteurs. Les locaux ou zones spéciales de recharge de batteries sont très largement ventilés de manière à éviter toute formation de mélange gazeux explosif. Ils respectent les prescriptions réglementaires qui leur sont applicables.

## **27.5.- Sécurité des installations connexes**

### **27.5.1. - zone de chargement**

Regroupés en façade Nord du site, cette zone est constituée de 32 quais de chargement et déchargement.

La hauteur des quais est fixée à 1,20 m. Chaque quai est pourvu d'une porte sectionnelle 2,10 m par 2,10 m.

Des sas garantissent l'étanchéité des portes.

Les quais sont accessibles à partir de rampes d'une pente de 3 %.

Les manœuvres des semi-remorques sont facilitées par des rails de guidage matérialisés par des plots de béton.

### **27.5.2. - local de charge d'accumulateurs**

Le local de charge d'accumulateurs est implanté dans la partie Sud du bâtiment.

Il est conçu pour une puissance maximale de 94,5 kW. Celle-ci correspond à un parc d'engins de manutention composé de 15 chariots élévateurs.

Le local de charge d'accumulateurs est isolé du reste de l'entrepôt par des murs et planchers coupe-feu de degré 2 h en éléments incombustibles.

La paroi extérieure de ce local possède en partie basse une allège de 1,50 m de haut surmonté d'un bardage métallique extérieur constituant une paroi souple.

Il est accessible par une porte coupe-feu de degré 1 h, à fermeture automatique.

Pour prévenir l'accumulation d'hydrogène, le local bénéficie d'un extracteur d'air.

Le sol est étanche, incombustible, traité anti-acide et équipé de façon à recueillir les produits répandus accidentellement.

#### **27.5.3. – chaufferie**

Le local de chaufferie est isolé du reste de l'entrepôt par une enceinte coupe-feu de degré 2 heures.

Le local est muni d'une ventilation mécanique d'extraction d'air permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie.

La chaufferie est accessible par une porte coupe-feu de degré 1 heure.

Le sol est étanche, incombustible.

Un dispositif de coupure de l'alimentation en combustible est placé à l'extérieur des bâtiments.

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant une alarme en cas de dépassement des seuils de danger est mis en place. Ce dispositif doit couper l'alimentation en combustible et interrompre l'alimentation électrique des appareils.

#### **27.5.4. – salle de configuration**

Elle est accolée au rez-de-chaussée des bureaux. Elle bénéficie d'une isolation antistatique.

Entièrement isolé de l'entrepôt par une enveloppe coupe-feu de degré 2 h, son sol est recouvert d'un vernis dissipatif.

Les matériels entrent et sortent au travers de trappes coupe-feu de degré 1 h.

Elle comporte une porte coupe-feu de degré 1 h ainsi qu'une issue de secours avec accès direct vers l'extérieur.

#### **27.5.5.- stockage d'aérosols**

Le stockage de flacons générateurs d'aérosols est enfermé dans une enceinte grillagée isolée par une bande de 8 mètres libre de tout stockage.

#### **27.5.6.- bureaux**

Ils sont isolés de l'entrepôt par des murs coupe-feu de degré 2 h. Une porte coupe-feu de degré 1 h permet l'accès à l'entrepôt.

L'évacuation des fumées et gaz chauds en cas d'incendie est assurée par la pose d'exutoires représentant le  $1/100^{\text{ème}}$  de la superficie mesurée en projection horizontale. Ces ouvrants doivent posséder une commande manuelle, accessible du sol et située à proximité des issues.

Les fenêtres et vasistas donnant directement sur l'extérieur peuvent intervenir dans ce calcul (sous réserve qu'ils soient situés dans le tiers supérieur du volume et manœuvrable du sol).

Il est disposé en partie haute de la cage d'escalier un dispositif fermé en temps normal, permettant en cas d'incendie une ouverture d'un mètre carré au moins, assurant l'évacuation des fumées.

Une commande située au rez-de-chaussée de l'immeuble, à proximité de l'escalier, doit permettre l'ouverture facile par un système électrique, pneumatique, hydraulique, électromagnétique ou électro-pneumatique etc ...

Dans tous les cas, l'accès à ce dispositif de commande doit être réservé aux services d'incendie et de secours et aux personnes habilitées.

### **27.6.- Moyens de secours**

#### **27.6.1. - extincteurs**

Des extincteurs de type et capacité appropriés en fonction des classes de feux définies par la norme N.F.S. 60100 sont installés à raison d'un appareil pour 150 m<sup>2</sup> de surface au sol dans l'entrepôt et 200 m<sup>2</sup> dans les bureaux.

Des extincteurs supplémentaires au CO<sub>2</sub> sont placés à proximité des armoires électriques, dans la salle informatique et dans la salle de configuration.

Les extincteurs doivent être homologués NF MIH.

Les extincteurs sont judicieusement répartis, fixés (pour les portatifs), numérotés, visibles et accessibles en toute circonstance.

Ils sont vérifiés régulièrement (une fois par an) et maintenus en état de fonctionnement en permanence.

#### **27.6.2. – Robinets d'incendie armés**

Des robinets d'incendie armés de 40 mm, conformes aux normes N.F.S. 61201 et 62202, sont répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et sont situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en direction opposée. Ils sont protégés du gel.

Ils sont contrôlés et essayés avec une périodicité mensuelle.

#### **27.6.3. – Extinction automatique à eau**

L'entrepôt est couvert par un réseau d'extinction automatique par sprinklage.

Il est constitué de plus de 3 300 têtes d'arrosage (sprinklers) de type ESFR, adapté au stockage de grande hauteur.

Chaque tête couvre une surface de 9 m<sup>2</sup> et est calibrée pour un déclenchement fusible à 68°C.

En cas d'incendie, 9 têtes d'arrosage se déclenchent, avec un débit d'arrosage de 125 l/s.

L'alimentation en eau est pourvue par une bâche à eau d'une capacité de 500 m<sup>3</sup> équipée de pompes diésels.

L'ensemble de l'installation est contrôlée avec une périodicité annuelle.

Ce système doit être conforme aux normes en vigueur.

Le débit de cette installation doit pouvoir être contrôlé :

- à la source, pour ce qui concerne le débit à assurer sur la surface impliquée ;
- aux points les plus défavorisés pour ce qui concerne le débit d'un diffuseur.

#### **27.6.4. – besoins en eau**

Pour l'intervention des secours extérieurs, l'exploitant dispose de 3 poteaux d'incendie situés à moins de 200 m de tout point des bâtiments.

Ces appareils doivent être conformes à la norme N.F. 61213. Le débit en simultané des poteaux d'incendie doit être de 6 500 l/mn.

Ces poteaux d'incendie sont d'un modèle incongelable et comportent des raccords normalisés.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens de secours des Sapeurs-Pompiers.

#### **27.6.5. – vérification**

L'ensemble des moyens de secours doit être vérifié au moins une fois par an.

Ces vérifications sont consignées sur un registre de sécurité tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

#### **27.6.6. – formation du personnel**

L'ensemble du personnel doit être formé à la manœuvre des moyens de secours.

En outre, l'exploitant doit mettre en place une équipe d'intervention dont le rôle est de faciliter l'évacuation des personnes vers les issues de secours appropriées, de combattre l'incendie jusqu'à l'arrivée des pompiers dans la limite de leurs moyens et de l'intensité du feu et d'informer les pompiers dès leur arrivée sur le sinistre et sa localisation.

Indépendamment de la formation à l'utilisation des moyens de secours, un exercice de défense contre l'incendie et d'évacuation est organisé au moins une fois par an. Cet exercice doit être accessible au personnel d'entreprises extérieures éventuellement présentes sur le site.

Ces actions sont consignées sur le registre de sécurité.

Enfin, des séances de formations relatives à la connaissance des produits susceptibles d'être stockés et des moyens de lutte adéquats à mettre en œuvre en cas de sinistre (incendie, fuites accidentelles), et aux risques techniques à la manutention doivent être réalisées au moins annuellement.

#### **27.7.- Zone d'accès des secours extérieurs**

Afin de permettre en cas de sinistre l'intervention des secours une voie de 4 m de largeur et de 3,5 m de hauteur libre est maintenue dégagée pour la circulation sur le demi-périmètre au moins de l'entrepôt. Cette voie, extérieure à l'entrepôt, doit permettre l'accès des camions-pompes des Sapeurs-Pompiers et, en outre, si elle est en cul-de-sac, les demi-tours et croisements de ces engins.

A partir de cette voie, les Sapeurs-Pompiers doivent accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,8 m de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 m.

#### **27.8.- Protection contre la foudre (arrêté ministériel du 28 janvier 1993)**

**27.8.1.-** Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'Environnement, doivent être protégées contre la foudre.

**27.8.2.-** Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17.100 de février 1987 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté Européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de points de captation n'est pas obligatoire.

27.8.3.- L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 27.8.1. ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17.100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas, la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être aménagé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

27.8.4. -Les pièces justificatives du respect des articles 27.8.1., 27.8.2., 27.8.3. ci-dessus sont tenues à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

### 27.9.- Signalisation

La norme NF X 08003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée, conformément à l'arrêté du 4 août 1982 afin de signaler les emplacements :

- ↳ des moyens de secours ;
- ↳ des stockages présentant des risques ;
- ↳ des locaux à risques ;
- ↳ des boutons d'arrêt d'urgence ;

ainsi que les diverses interdictions.

<i>couleur de sécurité</i>	<i>Signification ou but</i>	<i>exemples d'application</i>
<b>ROUGE</b>	Stop Interdiction	signaux d'arrêts dispositifs de coupure d'urgence signaux d'interdiction
	cette couleur est utilisée également pour désigner le matériel de lutte contre l'incendie	
<b>JAUNE</b>	ATTENTION risque de danger	signalisation de risques (incendie, explosion, rayonnement, action chimique, etc) signalisation de seuils, passages dangereux, obstacles
<b>VERT</b>	situation de secours premier secours	signalisation de passages et de sorties de secours douches de secours postes de premier secours et de sauvetage
<b>BLEU</b>	signaux d'obligation indications	obligation de porter un équipement individuel de sécurité emplacement du téléphone

(1) N'est considéré comme couleur de sécurité que lorsqu'il est utilisé en liaison avec un symbole ou un texte, sur un signal d'obligation ou d'indication donnant une consigne de prévention technique.

## **ARTICLE 28 - ORGANISATION DES SECOURS**

### **28.1.- Plan de secours**

L'exploitant est tenu d'établir avec les Services d'Incendie et de Secours, sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté un Plan d'Intervention Interne définissant les mesures d'organisation, les méthodes de première



intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'Environnement. Il en assure la mise à jour permanente.

Un exemplaire de ce plan d'intervention est adressé au Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile, à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement; et à Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Le Préfet, peut demander la modification des dispositions envisagées.

#### **28.2.- Accidents - Incidents**

En cas d'accident ou d'incident, l'exploitant doit prendre toutes les mesures qu'il jugera utile afin d'en limiter les effets.

Il doit veiller à l'application du Plan d'Intervention Interne et il est responsable de l'information des Services Administratifs et des Services de Secours concernés.

#### **ARTICLE 29.-      INSTALLATIONS SOUMISES A DECLARATION**

Les installations soumises à déclaration sont exploitées conformément aux Arrêtés-types respectifs, sauf en ce qu'elles pourraient avoir de contraire au présent arrêté.

Les Installations Classées « NC » dans le tableau de l'article 1 sont aménagées et exploitées de manière à ne pas aggraver les risques inhérents aux autres installations, ni à accroître le risque de pollution ou de nuisance.

## **TITRE VII – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

### **ARTICLE 30.- DISPOSITIONS GENERALES ET PARTICULIERES**

#### **30.1.- Modifications**

Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance :

- du Préfet ;
- du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
- du SIRACED-PC ;
- de l'Inspection des Installations Classées

et faire l'objet d'une mise à jour du Plan d'Intervention Interne dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers, ce qui peut conduire au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

#### **30.2.- Délais de prescriptions**

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

#### **30.3.- Cessation d'activités**

En cas d'arrêt définitif d'une Installation Classée, l'exploitant devra remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la Loi n°76.663 du 19 juillet 1976 modifiée.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

**30.4 - Délai et voie de recours** (article 14 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976)

La présente décision ne peut être déférée qu'à un Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de 4 ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 31.** - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société et dont ampliation sera adressée à :

- Messieurs les Maires de LOMME, SEQUEDIN, LOMPRET et LAMBERSART

- Monsieur l'Ingénieur en Chef des Mines, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement

- Messieurs les chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de LOMME et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire ;

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ;

- un avis sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Fait à LILLE, le 1er OCTOBRE 1999

pour ampliation,  
LE CHEF DE BUREAU DÉLÉGUÉ,

Régine LARRIEU.

LE PREFET,  
pour le Préfet,  
LE SECRETAIRE GENERAL,  
François PHILIZOT.



